

LA PRODUCTION FRUITIÈRE MONDIALE ET APERÇU SUR SON ORIENTATION⁽¹⁾

par **J. FAURE**

INSPECTEUR DE L'AGRICULTURE, PRÉSIDENT DE LA SECTION " FRUITS "
DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AGRICULTURE

et **R. CADILLAT**

DIRECTEUR DU CENTRE ÉCONOMIQUE ET D'APPLICATIONS DE L'I.F.A.C.

LA CONSOMMATION

En ce qui concerne la consommation, on peut dire que ses fluctuations, au cours des vingt dernières années, n'ont presque pas eu d'effet sur la production. Ceci peut paraître paradoxal, mais c'est pourtant un fait que l'on constate lorsqu'on étudie, d'une façon un peu précise, les rapports entre la consommation des fruits et leur production. En particulier, les restrictions apportées à la consommation des fruits depuis la guerre ne semblent pas avoir freiné la production mondiale. Au contraire, dans certains cas, on a constaté que la production des fruits continuait à monter. Il y a donc là un phénomène curieux, qui semble en parfaite contradiction avec ce que l'on nous dit parfois sur les lois économiques qui régissent la production et la consommation.

Nous rappelons très rapidement ce qu'ont été ces restrictions. Il s'agit bien entendu de la guerre, de la destruction des moyens de transports pour certaines régions, de la disparition de marchés importants, tels le marché allemand où certains marchés de l'Europe Centrale, des restrictions du commerce international, certains pays ayant élevé des barrières infranchissables entre eux et les pays producteurs, de la diminution du niveau de vie de certains peuples par suite des conséquences de la guerre, enfin dans une moindre mesure, de la destruction de certains vergers. Toutefois, cette destruction de vergers a été comblée par de nouvelles plantations par conséquent cette cause ne joue pas toujours.

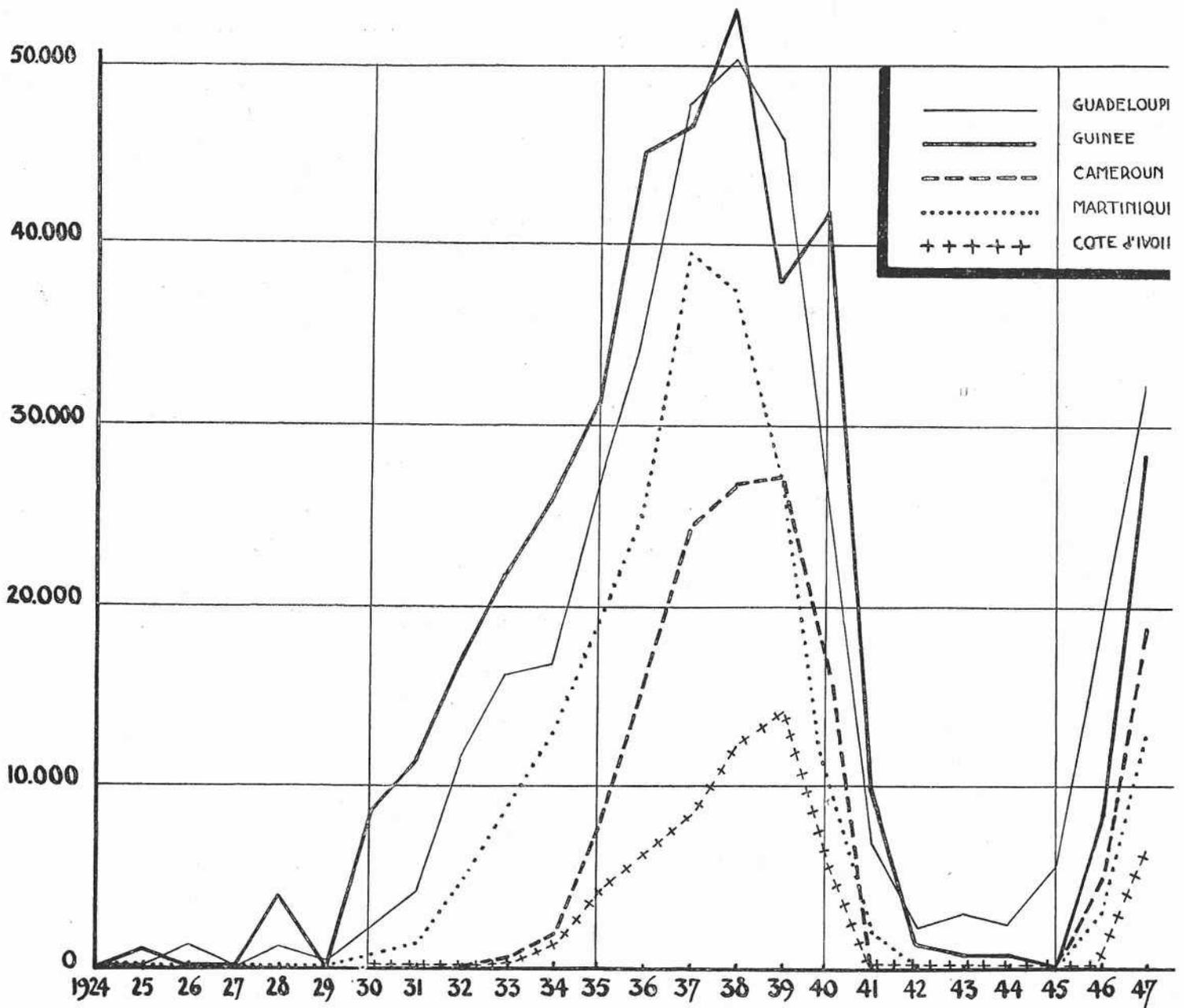
Pourquoi ces restrictions de consommation ne paraissent-elles pas avoir eu plus d'effet sur les productions qui, au contraire ont augmenté ?

Tout d'abord, la culture fruitière est une culture pérenne. Ce n'est pas une culture annuelle comme les autres, elle suppose l'établissement de vergers. Ces plantations arbustives coûtent cher, elles mettent longtemps à produire. Lorsqu'il y a, pour une raison quelconque, une mévente ou des difficultés d'écoulement, celles-ci sont ressenties d'une façon un peu amortie par la production, qui ne se débarrasse pas facilement de vergers établis. Nous avons vu dans certaines régions d'Amérique, notamment dans la région du Washington où l'on produit des quantités importantes de pommes alors qu'au cours de la période 1932-1938 les pommes avaient été difficilement vendables, que les vergers n'avaient pas été détruits. Beaucoup d'arboriculteurs ont continué à traiter leurs vergers, espérant que la situation s'améliorerait et ne voulant pas détruire un capital qui leur avait demandé beaucoup de soins et d'argent.

Il y a un autre phénomène auquel, au point de vue économique on est bien obligé d'accorder son attention: c'est le report possible des récoltes d'une année à l'autre.

Les fluctuations de la consommation des fruits sont donc toujours ressenties à la production avec un net décalage et leurs effets sont amortis, aussi bien dans le sens de la hausse que de la baisse. Si le fruit ne peut pas, comme le blé, le coton, le vin, etc... faire l'objet de reports faciles d'une partie de la récolte d'une année sur l'autre, il y a tout de même, et de

(1) Voir « Fruits d'Outre-Mer », — Vol. 3, n° 7, 1948, pp. 247-257.



Exportations de bananes des Territoires de l'Union Française.

plus en plus, le report par la transformation. Les usines de confitures, de jus de fruits, de séchage, de conserves de toutes sortes, et même la fabrication de boissons alcoolisées et la distillation, sont des volants qui permettent l'absorption des excédents et des parties de récoltes invendables pour la consommation de bouche, d'où l'intérêt que tous les pays du monde accordent à la transformation des fruits et l'extension considérable de cette industrie dans tous les pays producteurs.

Les points de vue respectifs des producteurs et des industriels ne coïncident d'ailleurs pas toujours : les premiers considèrent la transformation moins comme une fin en soi que sous l'angle du volant de sécurité, assurant l'écoulement des récoltes invendables pour la consommation de bouche (mévente, qualités secondaires, accidents, etc...) qui paie en général mieux.

Les seconds, au contraire voudraient que leur industrie devint majeure, moins dépendante des fluctuations de l'approvisionnement annuel, soit alimentée régulièrement et avec des marchandises appropriées, car il est bien connu que les types les meilleurs pour la table en l'état ne sont pas fatalement les mieux adaptés aux nécessités de l'industrie.

A notre avis, ces points de vue doivent être retenus tous les deux, mais le compromis n'est pas facile à trouver. Peut-être réside-t-il dans la culture de ces variétés à deux fins que la spécialisation a fait quelque peu abandonner. Peut-être aussi dans la recherche de nouvelles variétés, ce qui suppose des efforts des chercheurs et la collaboration de la production, de l'industrie et de la recherche ? Si jusqu'ici le rôle de l'industrie a été de tirer parti de ce qui existe, et on est obligé de reconnaître qu'elle l'a très bien rempli.

Peut-être le moment est-il venu, dans l'intérêt général, de l'adaptation nécessaire de la production aux besoins de l'industrie ? Pourquoi ne pas reconnaître, en effet, la part considérable de l'industrie de transformation dans l'accroissement de la consommation des fruits et de leurs dérivés. Et ceci mérite bien quelque considération.

En définitive, il n'apparaît pas que les fluctuations de la consommation, plus nombreuses que jamais au cours des dernières années, aient influencé beaucoup la production. Au contraire, il semble que la production a augmenté, à la fois par de nouvelles plantations et par de meilleures techniques appliquées aux vergers existants. Pour ne citer qu'un exemple, la production moyenne française s'est élevée de 800.000 à 1 million de tonnes de 1938 à 1947, même constatation aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Afrique du Nord, au Brésil, etc... Des pays qui jusqu'ici étaient considérés comme faibles producteurs, annoncent des récoltes importantes en Europe Centrale, en Amérique, en Afrique du Sud.

Il faut dire également que la plupart des producteurs de fruits du monde ont, peut-être plus que d'autres producteurs, confiance dans l'avenir. Il y a une chose qu'il faut considérer : depuis le début de ce siècle au moins, aucune grave crise, notamment au point de vue économique n'a frappé la production fruitière.

Il y a eu des crises de production, des attaques de maladies, d'insectes, des crises économiques qui ont durement touché le monde, mais pas spécialement la production fruitière. Si l'on considère simplement la France, on peut constater que, depuis que l'on commercialise les fruits en quantité, aucune difficulté très sérieuse ne s'est mise en travers de leur écoulement. Cela est vrai à peu près pour le monde entier, bien que des pays importants ne puissent vivre que par l'exportation et soient, par conséquent, plus sujets que nous-mêmes à subir les tribulations du commerce international. Cette confiance des arboriculteurs fait qu'ils ne ressentent pas le besoin de diminuer leur production lorsque, pour une raison quelconque, l'écoulement devient plus difficile.

Nous pensons que ces précisions devaient être données, parce que ce fait semble en contradiction avec ce que l'on constate pour d'autres cultures ou pour d'autres productions alimentaires. La moindre difficulté, avant guerre tout au moins, pour l'écoulement des blés dans le monde, par exemple, faisait que le fermier américain emblavait moins de céréales et que, d'une année sur l'autre, on arrivait à des productions très sensiblement différentes.

Consommation des fruits par tête et par an

L'étude des marchés de consommation et de la consommation par tête est toutefois indispensable en vue de l'orientation à donner à la production. Les questions qui se posent sont : Où en est la consom-

mation des fruits par tête dans le monde entier et dans chaque pays ? Y-a-t-il des possibilités d'augmentation ? Y-a-t-il des risques de diminution ?

Théoriquement, on devrait pouvoir, connaissant les chiffres de la production des importations et des exportations, établir pour chaque pays, les quantités exactes consommées par tête et par an. A la vérité il est très difficile de le faire, notamment pour les pays qui pratiquent en grand ce que nous avons appelé l'auto-consommation, c'est-à-dire la consommation de fruits qui n'apparaissent pas sur les marchés, c'est pourquoi nous devons nous contenter de chiffres dont personne ne peut garantir l'exactitude (1). Ils donnent toutefois des ordres de grandeur, et c'est à ce titre qu'ils ont de l'intérêt.

Nous poserons en principe, comme la plupart des auteurs l'ont fait, que la consommation per capita s'obtient ainsi :

$$\frac{\text{production} + \text{importation} - \text{exportation}}{\text{Nombre d'habitants}} = \text{consommation par tête}$$

étant entendu qu'il s'agit aussi bien de fruits frais que de fruits transformés, à l'exception des boissons alcooliques et des alcools distillés.

Pour la période précédant la guerre et pour trois principaux pays, la consommation par habitant était de :

États-Unis..... 93 kg.

Grande-Bretagne . 50 kg.

France 32 kg (dont 1/3 en fruits importés).

Ainsi avant-guerre l'Américain moyen consommait trois fois plus de fruits que le Français et l'Anglais 50 % de plus. D'autres chiffres pourraient être cités pour d'autres pays du monde qui montreraient que la France se trouve en position très moyenne pour sa consommation fruitière, qu'elle est dépassée largement par de nombreux pays producteurs ou non.

Même en supposant (rien ne nous permet de l'affirmer) que les chiffres atteints par l'Amérique soient voisins des maxima possibles (2) on voit la marge considérable qui reste à la France comme possibilité d'absorption. Pour nous hausser à la consommation anglaise d'avant-guerre, il nous faudrait 750.000 tonnes de plus (métropolitaines ou importées) et pour atteindre la consommation américaine 2.500.000 tonnes de plus, c'est-à-dire au moins deux fois et demi la production totale métropolitaine actuelle. Le marché français des fruits est donc loin de la saturation et ses possibilités théoriques sont immenses. D'ailleurs, cela a été l'un des objectifs du Plan Monnet qui a prévu, d'ici 1955 — peut-être cette prévision est-elle à trop courte échéance — que la con-

(1) Il est certain que les chiffres donnés pour les pays de vieille civilisation sont inférieurs à la réalité. Par contre, pour les U.S.A. où 99 % de la production fruitière est commercialisée, les chiffres indiqués sont certainement plus exacts.

(2) CRUICK, le grand spécialiste californien et MARSH, estimaient en 1941 (Utilization of California Fruits, Circular 349, October 1941, p. 1)... que « l'Américain pourrait consommer plus de fruits sans bouleverser sérieusement l'économie des denrées principales : produits des céréales, produits laitiers, sucres, viandes... ».

somation du Français serait en moyenne d'un kg par semaine, soit 52 kg par an.

Pratiquement le marché fruitier français peut-il s'ouvrir plus largement ?

Au point de vue alimentaire, si la loi économique de la substitution joue dans ce domaine comme dans les autres, il n'est cependant pas douteux que la consommation des fruits dans le monde se maintient et même augmente sans que les autres produits alimentaires voient parallèlement leur consommation faiblir. On pourrait penser que cette tendance à l'augmentation est vraie, surtout pendant les périodes de restrictions alimentaires, comme celle que nous venons de traverser et qui dure encore, le fruit se substituant alors à d'autres denrées défailtantes. Mais ce raisonnement ne tient plus en période d'approvisionnement normal, celle de l'avant-guerre en France ou celle des Etats-Unis où la consommation de fruits a augmenté en même temps que celle des produits dits de première nécessité (avec hydrates de carbone, albuminoïdes, sucres, etc...). Tout se passe en somme suivant les conditions de vie du consommateur si celui-ci dispose de moyens de paiement suffisants ou élevés ; il augmente sa demande en fruits comme en tous autres produits alimentaires. Et il apparaît aussi que le meilleur moyen d'assurer dans l'avenir l'écoulement des récoltes fruitières se trouve dans l'amélioration du standing vital des populations.

Sans vouloir établir une étroite relation de cause à effet entre les deux phénomènes, on constate en tout cas, que la courbe des salaires suit en France et aux U.S.A., assez fidèlement la courbe d'augmentation de la consommation fruitière.

Toutefois, maints auteurs ont fait remarquer que l'augmentation de la consommation des fruits portait surtout sur les populations urbaines, que les pays à grosse densité de villes étaient ceux qui consommaient le plus. Il semble sans que les statistiques permettent de l'affirmer, que le mouvement gagne les campagnes où les moyens de paiement ont augmenté depuis 1938-39, et ce dans tous les pays du monde phénomène extrêmement encourageant lui aussi pour l'avenir.

Toujours dans ce même domaine, une part importante doit être faite à l'influence de la propagande sur la consommation. La propagande est parfois une campagne de publicité en vue d'augmenter la demande, ce fut le cas de la banane, après l'autre guerre mondiale, de l'« Eat More fruit » des Anglais, de la publicité à grand fracas des U.S.A., etc... Doivent être considérés comme propagande tous les moyens mis en œuvre pour susciter les désirs du consommateur et lui faire ouvrir son portefeuille : la belle présentation, la conservation parfaite, le calibrage, le choix des variétés, etc...

Un autre facteur est encore plus important, c'est le prix. Quand le consommateur pourra choisir (et un jour viendra bien, en France où il le pourra) il accordera

sa préférence, à qualité égale, aux fruits moins chers (1) La course au prix de revient le plus bas possible, qui tout en laissant aux producteurs la juste rémunération de leur travail, facilitera l'écoulement et permettra de lutter efficacement contre la concurrence.

Mais la vieille loi économique de la substitution, dont on a vu ce qu'elle vaut dans le cas du fruit comparé aux autres aliments vaut-elle davantage si on compare les différents fruits entre eux ?

On touche ici à un problème délicat qu'il serait trop facile cependant d'éviter. Il y a un fait très net ; c'est que certains fruits ont perdu, par rapport aux autres, l'éclatante suprématie qu'ils avaient autrefois. En particulier la châtaigne. Avant la guerre de 1914-18, la production française de châtaigne était la première en tonnage, dépassant même celle de la pomme. Depuis cette date, la production n'a fait que diminuer, pour des raisons qui n'ont rien à voir d'ailleurs avec la demande (dépérissement, maladies, abatage des arbres, etc...). Il n'en reste pas moins que cette catégorie de fruits farineux a été concurrencée par d'autres catégories. Les châtaignes ne constituent plus comme autrefois le fonds de l'alimentation de certaines populations.

Pour les cultures métropolitaines, les fruits à pépins ont au contraire marqué une ascension régulière, moindre toutefois que celle constatée pour les fruits à noyaux qui, s'ils n'atteignent pas le tonnage des pommes et poires, ont été affectés d'un coefficient d'augmentation bien plus élevé (rapport 1913-1947). Pour un indice 100 en 1913, le coefficient des différents fruits français est, en 1947 le suivant :

Abricots	3.000 %	} (de leurs tonnages respectifs en 1913)
Pêches	2.390 %	
Cerises	400 %	
Prunes toutes catégories...	378 %	
Raisins de table.....	255 %	
Pommes et poires.....	225 %	
Noix.....	85 %	
Châtaignes.....	35 %	

On voit que dans les fruits à noyaux, la faveur de la consommation a été proportionnellement plus forte pour les abricots et les pêches que pour les prunes et les cerises. Nous croyons qu'il faut en voir la raison dans leur caractère « d'exotisme ». L'exotisme est chose très subjective. Pour un européen, la banane et l'orange sont exotiques, mais la pêche et l'abricot cultivables dans le midi sont exotiques pour le Flamand, le Parisien, le Breton, l'Alsacien. Sont exotiques aussi les pommes pour le Marocain ou le Sénégalais.

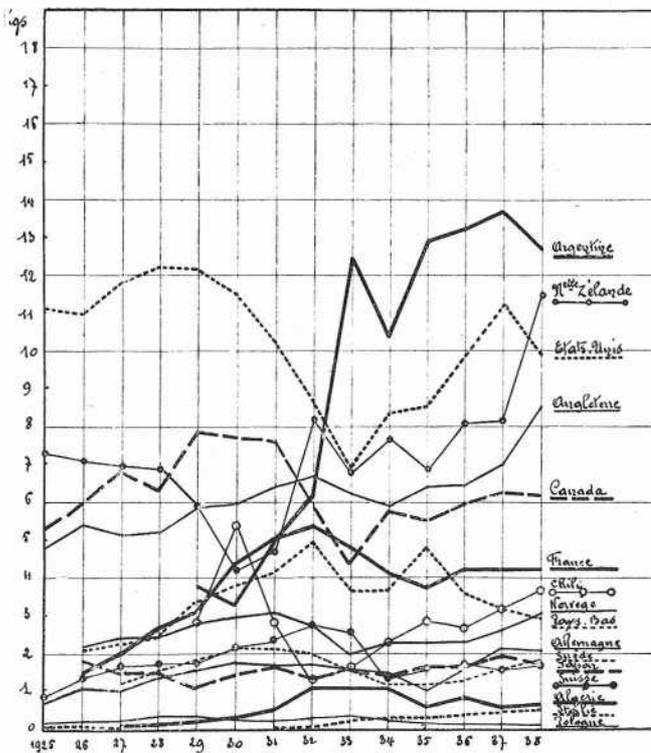
Il est intéressant de noter le cas de la pomme aux Etats-Unis. Depuis 20 ans on constate que l'augmen-

(1) Déjà au cours des 10 années précédant la guerre, on peut remarquer que la courbe des tonnages d'agrumes importées en France était exactement inverse à celle des prix : prix élevés = restriction des importations, prix bas = augmentation des importations. (Voir Robert, " Les agrumes dans le monde " p. 308-graphique).

tation de la consommation de la pomme aux U.S.A. est très faible, alors que l'augmentation de la consommation des agrumes, des fruits rouges, de la banane et d'autres fruits est beaucoup plus forte. Il s'établit donc une certaine concurrence entre les fruits au point de vue production et consommation.

Cela vient aussi du goût du consommateur. Ceux qui ont été habitués à consommer des fruits exotiques ne reviennent pas facilement sur leurs habitudes. Il n'est pas douteux que le jour où l'on présentera aux français autant de fruits exotiques qu'auparavant,

Consommation de Bananes en Kg par tête d'habitant
— 1925. 1938 —



ceux-ci trouveront un large écoulement sur le marché français.

Cette notion d'exotisme nous permet d'effleurer la question de la concurrence possible entre les agrumes et la banane d'un côté, les fruits des pays tempérés de l'autre. Le développement des moyens de communication, la vitesse accélérée des transports, les meilleures techniques de conservation ont mis les fruits des pays lointains à la portée des consommateurs européens, et leur attrait aidant (aspect, goût, saveur), la consommation ne pouvait qu'augmenter et s'étendre considérablement.

Ceci nous fait apparaître un point qui nous semble extrêmement important lorsqu'on veut examiner

l'évolution de la consommation mondiale des fruits.

Les producteurs des pays européens se sont inquiétés de cet afflux de fruits d'outre-mer, craignant une mévente des fruits métropolitains. Il ne nous est pas permis de dire ce qu'aurait été le régime de libre concurrence entre ces fruits et les fruits exotiques puisque, pratiquement, des barrières artificielles (contingents, droits de douane, licences, interdictions diverses, etc...) furent élevées aux frontières limitant les entrées.

Toutefois, en France, les entrées de fruits ont été en moyenne de 500.000 tonnes entre 1930 et 1938 dont les 3/4 ou les 4/5 étaient des agrumes et des bananes. Il est incontestable que le régime de la libre entrée aurait augmenté les introductions de ceux-ci. En considérant seulement les chiffres ci-dessus, on peut dire que les importations de fruits exotiques correspondaient à la moitié de la production française de fruits pendant la même période (450.000 tonnes sur 800.000).

Or, pendant cette même période, la production métropolitaine a continué sa marche ascendante : 565.000 tonnes en 1930, 875.000 en 1938, soit 325.000 tonnes d'augmentation. On ne peut donc pas dire, comme on l'a souvent fait dans les milieux agricoles, que les exotiques ont empêché l'essor du fruit français et sa vente. Mais il est possible que si les importations avaient été libres, elles eussent modifié cette situation. Il faut noter cependant comme l'a fait P. ROBERT (les Agrumes dans le monde, p. 347) qu'aux U.S.A., où dit-on les agrumes avaient fait aux pommes et aux poires une certaine concurrence, « la consommation des agrumes frais y atteignait 23 kg en 1938-40 soit quatre fois plus qu'en France (5 kg 300) mais que l'américain ne se faisait pas faute de réclamer trois fois plus de pommes et deux fois plus de poires que le français ».

Il semble donc que, jusqu'à une certaine limite qui pour notre pays est encore loin d'être atteinte, la concurrence des fruits exotiques ne soit pas dangereuse pour les fruits métropolitains, sauf peut-être en ce qui concerne les prix des produits métropolitains que la présence de bananes et d'agrumes sur le marché contribue à ramener à un niveau plus bas. On vient de le voir en ce printemps 1948 (avril) pour les pommes qui ont atteint des prix de détail élevés. Il n'est pas douteux que la présence d'agrumes et de bananes permettant au consommateur d'exercer son choix, aurait provoqué une diminution de ces hauts prix (120 à 160 fr. le kg).

Les réglementations qui ont pour but de restreindre l'entrée des fruits exotiques ne pourront être éternellement maintenues pour protéger les productions métropolitaines. Le consommateur qui a pris goût aux fruits exotiques les exigera avec force et les grands courants apporteront le flot de bananes et de fruits d'or.

La meilleure des politiques consiste donc à donner au consommateur, d'abord les fruits qu'il demande, soit métropolitains, soit exotiques. C'est un problème de production. Ensuite, à lui donner les qualités qu'il recherche, c'est un problème de qualité et de présentation. Enfin, à réduire les prix de revient pour ne pas avoir à craindre la concurrence étrangère et favoriser la consommation : c'est un problème de prix de revient.

Si nous examinons les aspects particuliers de la consommation dans les principaux pays du monde, nous arriverions à des conclusions bien voisines sinon analogues, à savoir que la consommation des fruits :

— s'élève avec le standing de vie des populations (moyens d'achat) ;

— ne se substitue pas à d'autres denrées alimentaires ni n'est pas concurrencée par elles ;

— tend vers un équilibre inter-spécifique où entreraient fatalement les fruits exotiques pour une large part, cette part ne diminuant pas forcément celle des fruits des pays tempérés ;

— peut être augmentée dans une très large mesure en France, qui se classe loin derrière les pays gros mangeurs de fruits ;

— a déjà augmenté, du reste, d'une façon très sensible depuis 1913 et que tout laisse à penser que ce mouvement continuera.

Si l'on fait le bilan entre l'orientation de la production et celle de la consommation, on arrive à une constatation rassurante : c'est qu'il y a dans le monde, et peut-être plus en France encore qu'ailleurs, des possibilités considérables d'augmentation de la production et de bon écoulement, bien que l'on constate actuellement quelques difficultés pour ce dernier.

* * *

BILAN ET CONJONCTURE

Les possibilités d'augmentation du binôme production-consommation restent, on l'a vu, considérables dans le monde entier et particulièrement en France. Tout permet de penser que l'ascension constatée depuis le début du siècle continuera jusqu'à un niveau difficile à préciser du reste, mais en toute occurrence, loin d'être encore atteint.

Alors comment se fait-il, qu'actuellement et de tous côtés dans le monde, on constate des difficultés d'écoulement qui semblent en parfaite contradiction avec le bel optimisme de cette étude ?

A une conférence internationale d'experts en fruits et légumes tenue à Rome en mars 1948, à laquelle un des signataires de cette étude avait l'honneur de représenter le Comité français de F.A.O. ont été examinés pour l'Europe seulement, il est vrai, les problèmes relatifs à la production et à la consommation des produits horticoles. Les principaux pays produc-

teurs étaient représentés notamment la Suisse, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, à l'exception toutefois de l'Espagne, et aussi de l'Afrique du Nord qu'on peut pourtant difficilement séparer de l'Europe, l'Allemagne était représentée par un délégué de la bizone. Cette Assemblée a été unanime à constater que, dans tous les pays, même les gros consommateurs, on est inquiet sur l'écoulement des produits horticoles. La production fruitière et encore plus légumière a été accrue par suite des obligations autarciques nées de la guerre jusqu'à devenir excédentaire. Tels pays qui n'exportaient pas avant-guerre sont maintenant en mesure de le faire. D'autre part, certains marchés traditionnels de consommation d'une importance considérable, tel le marché anglais se sont resserrés par suite d'une sévère politique d'économie de devises. D'autres ont à peu près entièrement disparu de la scène internationale, tels les marchés allemand et de l'Europe centrale.

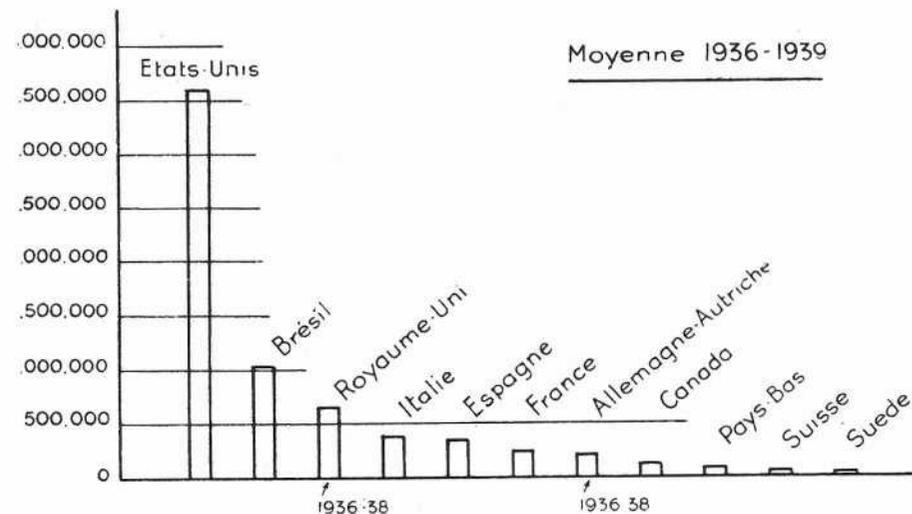
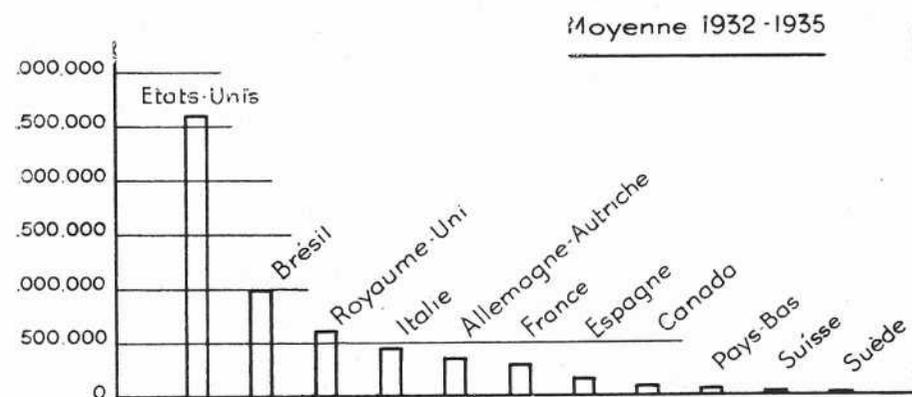
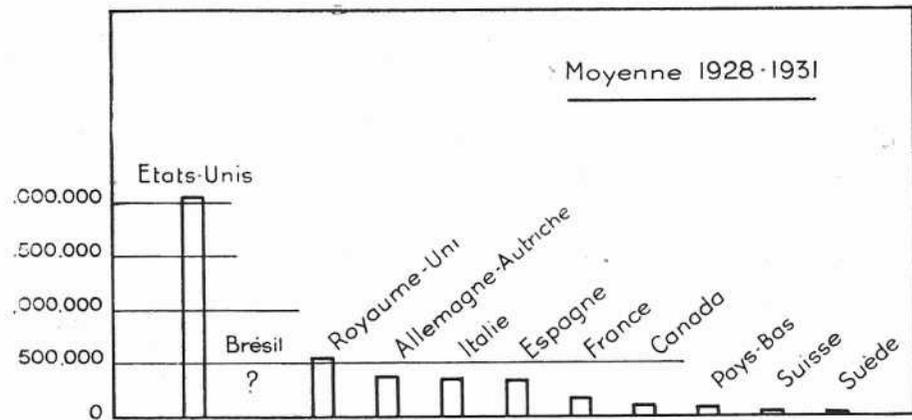
Cette restriction des marchés consommateurs, d'un côté, l'augmentation de la production de l'autre ont créé un déséquilibre qu'ont aggravé encore les difficultés de transport, la réduction du standing de vie de plusieurs pays et, pis encore, les politiques commerciales, les contingentements, les accords internationaux etc... qui ont dressé de nouvelles barrières administratives infranchissables.

Nous devons faire remarquer que, parmi les nations productrices, la France est une des moins touchées pour les raisons développées, à savoir la marge qui sépare, chez nous, la demande haute de l'offre basse, et qui ne pose pratiquement pas de problème d'écoulement à nos producteurs. Mais il n'est pas possible de penser que cette situation durera toujours, d'une part la production française augmentera, d'autre part, nos frontières ne resteront pas indéfiniment imperméables aux fruits de l'extérieur, et en tout premier lieu à ceux de l'Union Française. Nos préoccupations, pour être moins immédiates et moins angoissantes que celles de nos voisins ou des pays normalement exportateurs, les rejoignent en fait.

Il n'est pas inutile de revenir sur quelques-unes des causes des difficultés d'écoulement constatées çà et là dans le monde.

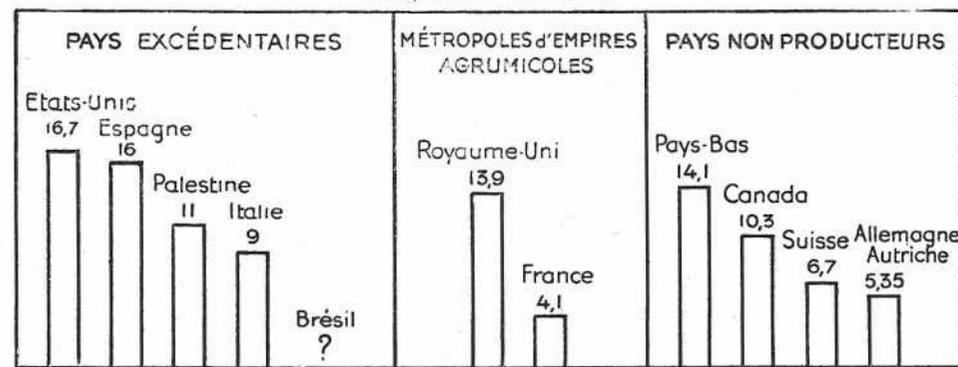
En dehors de l'augmentation des tonnages des pays producteurs, augmentation qui s'est trouvée absorbée par la consommation intérieure de ces pays, et ce de gré ou de force, nous voudrions donner quelques exemples montrant comment la politique commerciale de certains états peut être préjudiciable aux échanges internationaux donc aux possibilités d'écoulement des fruits.

La *Grande-Bretagne*, gros consommateur a commencé, bien avant la guerre et dès les accords d'Ottawa à instaurer une politique de préférence impériale en faveur de ses dominions et colonies. Le marché anglais fut ainsi pratiquement fermé aux

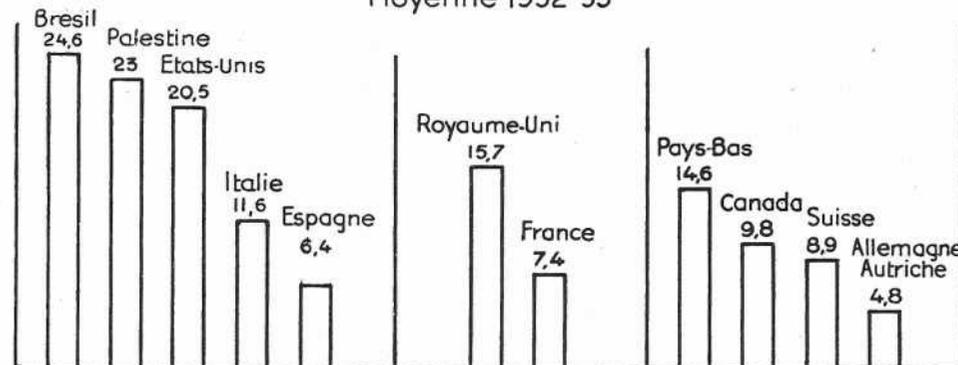


Variation de la Consommation Totale d'agrumes dans les principaux pays consommateurs.

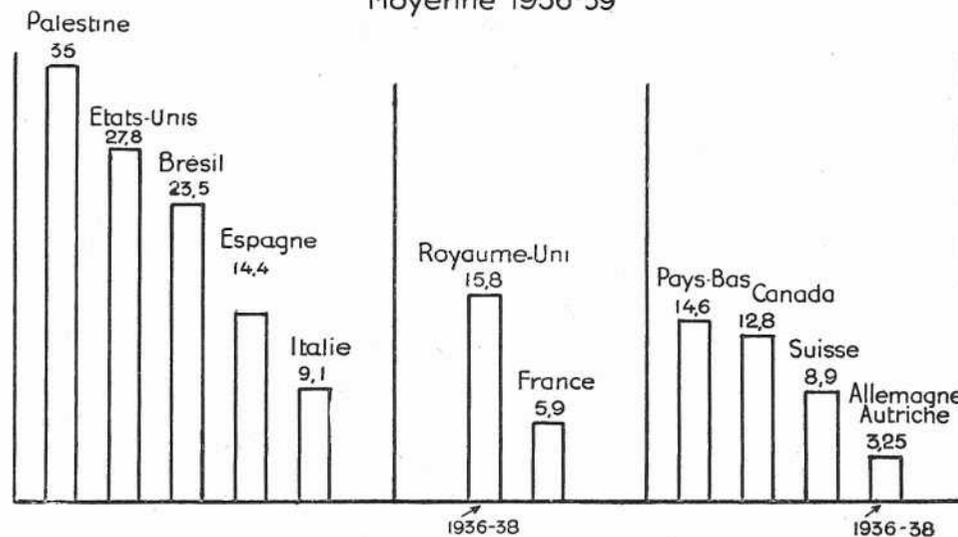
Moyenne 1928-31



Moyenne 1932-35



Moyenne 1936-39



Consommation de toutes agrumes par tête.

fruits venant d'ailleurs. Après la guerre la situation financière de l'Angleterre étant devenue mauvaise, une nouvelle politique plus restrictive encore actuellement en vigueur et renforcée semble-t-il de campagne en campagne ne laisse entrer dans les îles britanniques que des quantités infimes de fruits.

Pour l'Allemagne la situation a évolué entre la politique des accords passés par le régime nazi avec des pays producteurs donnés (Italie, Espagne) se traduisant d'ailleurs par un freinage très net de la consommation de fruits par tête d'habitant et celle de la disparition à peu près complète de ce marché après la défaite du nazisme. Or, cette disparition d'un marché traditionnel important auquel il faudrait ajouter les marchés de l'Europe centrale et orientale porte un coup très dur aux pays exportateurs, notamment à l'Espagne et à l'Italie (l'Allemagne absorbait avant-guerre les deux tiers des exportations d'Italie, soit 400.000 tonnes). La France est évidemment moins touchée, mais elle l'est tout de même, notamment pour les pommes à cidre, certaines pommes de table (Cravert), les raisins.

Pour l'Italie qui avec ses trois millions de tonnes annuelles doit normalement exporter, les restrictions apportées au commerce international lui portent un coup très dur et on comprend son vif désir de toucher les marchés anglais, suisses, du Bénélux, scandinaves, en attendant que se rouvrent les frontières de l'Europe centrale et de l'Allemagne.

Les tribulations de l'Espagne sont encore plus curieuses, notamment pour ses agrumes (près de 800.000 tonnes) et les bananes de ses Canaries. Son meilleur client fut l'Angleterre jusqu'aux accords d'Ottawa, puis la France jusqu'aux contingentements et à la politique préférentielle instaurée chez nous avant-guerre en faveur de nos producteurs d'outre-mer. Ce fut ensuite l'Allemagne après la guerre civile et les accords politico-économique avec le Reich. Enfin, après l'écroulement allemand, seuls lui restèrent accessibles quelques petits marchés (Suisse, etc...) à telle enseigne que l'énorme masse fruitière disponible en Espagne et aux Canaries est actuellement inutilisée à l'extérieur de ce pays.

Pour les U.S.A., comme pour les pays d'Outre-Mer le problème du tonnage maritime et surtout des devises se superpose à celui des restrictions des marchés de consommation, les anciens courants commerciaux ont été détournés, ils se dirigent maintenant vers d'autres points du globe que l'Europe, et la présence des fruits américains est presque insensible maintenant dans le vieux continent (sauf peut-être pour les produits de transformation, conserves, fruits secs, jus). D'ailleurs la consommation des U.S.A. semblent absorber une part de plus en plus grande des excédents de ce pays. Ne pas oublier non plus que les U.S.A. étaient surtout exportateurs de pommes.

Pour la France, jusqu'en 1930-32, la porte de notre pays a été à peu près ouverte aux fruits étrangers, elle se ferma à moitié pour défendre les fruits français et accorder la préférence aux Français d'Outre-Mer. Actuellement, les nécessités financières réduisent à presque rien les importations étrangères et nul ne peut dire quelle sera à ce sujet la politique future du gouvernement. Quant à l'Afrique du Nord française, elle a subi elle aussi le contre-coup de la fermeture et des modifications des marchés internationaux.

Même la Suisse qu'on aurait pu croire à l'abri de la tourmente est obligée de défendre ses propres producteurs, de limiter les entrées pour certains produits et d'envisager l'exportation.

Ce rapide tour d'horizon, très incomplet, suffit à montrer toute l'incohérence de la situation. Certes, beaucoup de mesures restrictives prises par les divers pays sont les séquelles des deux guerres mondiales et cela nous montre que seules les périodes de paix totales sont favorables à la liberté des échanges. Il faut souhaiter ardemment que le calme enfin revenu sur le monde, les nations comprennent qu'aucune d'entre elles ne peut vivre isolée et que des accords internationaux doivent organiser raisonnablement le circuit production-consommation.

Une autre des causes de resserrement des échanges a été la destruction des moyens de transport par faits de guerre, qu'il s'agisse de transports maritimes, fluviaux ou terrestres. Mais la situation a déjà bien changé. Le transport par rail est presque redevenu normal cette année, et les transports par eau se sont très améliorés. Pour ne citer qu'un exemple, notre flotte bananière est à nouveau en mesure, semble-t-il, d'écouler sur la métropole toute la production de la banane de nos territoires lointains.

Enfin, une des causes profondes de la restriction des échanges : ce sont les possibilités d'achat et les prix ce qu'on pourrait appeler le rationnement par le porte-monnaie. La guerre a porté de rudes coups au pouvoir d'achat des consommateurs qui ne disposent plus, comme avant, de moyens de paiement normaux, réguliers stables. La consommation des fruits subit ainsi des restrictions forcées même quand les frontières sont largement ouvertes. Quand l'approvisionnement est suffisant, il y a deux remèdes : à la fois revaloriser le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui ne dépend malheureusement pas de nous, mais de la politique même des états, et, surtout diminuer les prix à tous les stades, depuis le producteur jusqu'au consommateur. En cette matière, l'intervention directe du gouvernement sur les prix, par des taxes, des marges obligatoires, etc... semble inefficace, même nuisible. Là encore, c'est la liberté qui doit prévaloir, mais cette liberté doit être totale et acceptée par tous ; c'est le meilleur qui gagnera, celui qui offrira aux meilleurs prix pour une qualité donnée.

L'abaissement des prix peut et doit se faire ; il faut d'abord que les états y concourent par une fiscalité supportable. Mais les intéressés, notamment les producteurs, intermédiaires, transformateurs peuvent y concourir aussi par l'amélioration des techniques, en ce qui concerne la production, la lutte contre les ennemis des arbres, la transformation industrielle, la distribution et, d'autre part, par la standardisation des emballages, des poids et des qualités (Résolution de la conférence des experts F.A.O. à Rome, mars 1948).

Pour la France, cette diminution des prix de revient se pose avec une acuité encore plus grande qu'ailleurs. Nous sommes un pays de hauts prix, bien que jusqu'ici la surévaluation de notre monnaie ait artificiellement gonflé nos prix, hauts prix parce que nos méthodes de production, de transformation et de distribution sont celles d'un vieux pays et ont besoin de se moderniser. Parce que, et c'est là un point capital, on peut dire qu'à de rares exceptions près, la production nationale, insuffisante pour nourrir convenablement nos propres consommateurs, a toujours trouvé un débouché facile, sans recourir, et pour cause, à l'exportation. Donc les prix, par le jeu offre-demande, — que le monde jouera, tant qu'il durera, — ont été plus élevés, en général, que beaucoup d'autres dans le monde. Cette relative facilité, il faut dire d'elle qu'elle n'a pas incité aux améliorations, aux perfectionnements. Elle n'a pas été un stimulant, au contraire, elle a contribué à maintenir un appareil dont on sent bien qu'il est désuet, inadapté, vieillot et cela à tous les stades, depuis la production jusqu'à la distribution.

Au contraire, les pays étrangers ont, pour la plupart, — car ils sont souvent exportateurs et la loi de l'offre et la demande joue, chez eux, en sens inverse — été contraints par la dure loi de la concurrence, à moderniser, perfectionner, améliorer, et nous ont dépassé dans beaucoup de domaines. Aussi, nous paraît-il indispensable de considérer en France le problème de la diminution des prix de revient du fruit comme le problème capital le plus urgent à résoudre.

CONCLUSIONS

Si la tendance reste ce qu'elle est depuis le début de ce siècle, malgré les coups de frein des deux guerres mondiales, la production fruitière dans le monde s'oriente dans le sens d'une *augmentation constante de la demande*, ce qui entraînera fatalement une *augmentation de la production*.

Suivant les lois économiques, le deuxième terme augmentera plus vite que le premier, d'où difficultés possibles d'écoulement : celles-ci se présentent déjà, à la suite des barrières élevées un peu partout par les nations désireuses, soit de protéger leurs propres producteurs, soit d'éviter des sorties de devises, soit de favoriser leurs territoires d'outre-Mer, soit pour des raisons politiques.

Mais le consommateur, en fin de compte, finira par avoir raison et voudra tous les fruits possible, d'où la liberté du commerce international. Il exigera aussi que satisfaction soit donnée à ses désirs, surtout à ceux qui concernent la *qualité*, la présentation, la conservation, la transformation, à ceux qui concernent aussi les prix qui devront être à la portée de son pouvoir d'achat, d'où la nécessité de la réduction des prix de revient, particulièrement désirable pour la France.

Il faut enfin, que soit réalisé le climat favorable à ces augmentations de consommation qui pour l'instant sont latentes, et virtuelles. Il faut que le *pouvoir d'achat du consommateur augmente* en même temps que *doivent baisser les prix de revient* et qu'une propagande efficace soit faite en faveur des fruits.

En même temps pourront être réglés les conflits qui, dans toute Société organisée naissent entre des intérêts différents, sinon opposés et ce ne peut être qu'au sein d'un organisme international où toutes les nations puissent collaborer étroitement. En résumé, l'orientation de la production mondiale de fruits semble se faire dans le sens d'une augmentation sensible de la demande, d'une amélioration de la qualité et des prix, et de la liberté des échanges internationaux.

Paris, mai 1948.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire International de Statistiques agricoles de 1925 à 1946.

Le commerce de la banane dans le monde et dans les colonies françaises. — Ph. ARIES et R. CADILLAT (I.F.A.C.).

L'économie des Agrumes dans l'empire Colonial français et dans le monde (I.F.A.C.).

Le pommier aux Etats-Unis d'Amérique. — J. FAURE.

Le commerce mondial de l'ananas. — R. CADILLAT.

Le manuel du planteur. — H. REBOUR.

La situation économique des principales cultures fruitières de l'Afrique du Nord. — H. REBOUR.

Les agrumes dans le monde. — P. ROBERT (I.F.A.C.).

World citrus production and trade. — Ch. W. SMITH, RUTH G. TUCKER (U.S.D.A.).

Chroniques économiques de la revue « Fruits d'Outre-Mer ». — R. CADILLAT.